

6 bonnes raisons de voter le 22 mars pour Jacqueline BELHOMME, Rodéric AARSSE, Carmelina de PABLO et Claude DROUET



La droite à la tête du Conseil général, c'est en 2015 :

- Moins 700 000 € pour les actions menées par les PMI.
- Moins 1 million € pour l'allocation aux frais de garde des jeunes enfants.
- Moins 3,5 millions € pour le fonctionnement des collèges.
- Moins 5 millions € pour la gestion de la restauration scolaire.
- Moins 1 million € pour les dispositifs départementaux en direction des élèves en difficulté scolaire.

Des mesures d'urgence pour vous

Jacqueline BELHOMME et Rodéric AARSSE agiront pour que le département utilise ses compétences dans le domaine social, d'aide au retour à l'emploi et de la petite enfance. Ils demanderont immédiatement, une meilleure prise en charge de la carte améthyste pour les personnes de plus de 60 ans, et un remboursement à 50% de la carte Imagine R pour les jeunes...

Je soutiens et je verse pour la campagne : €

NOM: Prénom: Signature:

Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Colette Estève, mandataire financière de Jacqueline Belhomme et Rodéric Aarsse » et à adresser à : Comité de soutien « Ensemble » – 30, rue Raymond-Fassin – 92240 Malakoff – Tél.: 01 46 57 75 03 – E-Mail: contact@Belhomme-Aarsse-2015.fr

<http://Belhomme-Aarsse-2015.fr> • f @BelhommeAarsse

- 1. Des élus à votre écoute,** de terrain et de proximité qui défendent vos intérêts.
- 2. Des élus efficaces** qui agissent pour améliorer votre quotidien et qui respectent leurs engagements.
- 3. Des élus expérimentés** qui connaissent bien les dossiers de Malakoff et Montrouge.
- 4. Des élus déterminés** qui s'opposent avec force aux politiques inégalitaires et d'exclusion de la droite dans le département, et aux politiques d'austérité quel que soit le gouvernement.
- 5. Des élus rassemblés,** attachés aux valeurs de solidarité et de justice sociale, qui portent des propositions pour un département plus solidaire, citoyen, écologique.
- 6. Des élus engagés** dans les mobilisations citoyennes, qui sont aux côtés de tous les salariés; de celles et ceux qui combattent l'austérité, défendent des services publics pour toutes et tous, celles et ceux qui sont attachés à développer l'emploi et l'investissement.

Pour un département solidaire, citoyen, écologique Avec Jacqueline BELHOMME et Rodéric AARSSE



Claude DROUET
Front de Gauche – PCF
Conseiller municipal

Jacqueline BELHOMME
Front de Gauche
Maire adjointe

Rodéric AARSSE
Europe Écologie – Les Verts
Maire adjoint

Carmelina de PABLO
Europe Écologie – Les Verts
Conseillère municipale

Pour défendre les intérêts des citoyens de Montrouge et Malakoff.

Pour agir contre les politiques d'austérité.

Pour une solidarité renforcée et un environnement préservé.

APPEL de Catherine MARGATÉ



Maire de Malakoff,
Conseillère générale
des Hauts-de-Seine

“ Dès le premier tour, je vous invite à vous rassembler en votant pour **Jacqueline BELHOMME** et **Rodéric AARSSE**, Maires adjoints et leurs remplaçants, **Carmelina de PABLO** et **Claude DROUET**. Face à la droite départementale, ils poursuivront avec efficacité mon action, pour un département solidaire et écologique.

Avec eux, vos intérêts seront bien défendus. Ce sont des élus que je connais bien, ils tiendront leurs engagements.

Le 22 mars, pas une voix ne doit manquer sur leur nom.”

Nos engagements pour Montrouge et Malakoff



Placer l'éducation, l'enfance et la jeunesse au cœur des politiques départementales

Le département a fait le choix de réduire les budgets consacrés aux collèges, l'enfance et la jeunesse, de supprimer les bourses départementales, prenant le risque de diminuer la qualité de la scolarité, fragiliser la jeunesse et d'accroître les inégalités.

Nous agissons pour :

- **Financer** à 50% la carte Imagine R de tous les jeunes des Hauts-de-Seine.
- **Créer** une bourse départementale de rentrée scolaire de 150 euros pour les collégiens boursiers et rétablir la bourse aux lycéens et aux étudiants.
- **Réhabiliter** le collège Henri-Wallon à Malakoff et le collège Haut-Mesnil à Montrouge.
- **Obtenir** le retour à une restauration publique de qualité dans les collèges.
- **Donner** des moyens à la prévention spécialisée aux deux villes.
- **Supprimer** toutes aides publiques départementales au pôle privé Léonard-de-Vinci (Fac Pasqua).

Avec Catherine Margaté, nous avons obtenu le quotient familial pour la restauration dans tous les collèges, l'agrandissement et la rénovation du collège Paul-Bert, et fait éclater au grand jour l'échec et la dilapidation de plus de 600 millions d'euros du pôle privé Léonard-de-Vinci (Fac Pasqua).

Faire de la solidarité, le moteur de l'action départementale

Le 92, département le plus riche de France est aussi le plus inégalitaire. La fracture sociale, les inégalités, la précarité s'y développent, aggravées par la diminution des crédits pour le social et la prévention.

Nous agissons pour :

- **Rétablir** les aides supprimées aux chômeurs et aux personnes âgées.
- **Créer** un Clic (Centre local d'information et de coordination gérontologique) à Montrouge.
- **Augmenter** les moyens humains et financiers de la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées), et des EDAS (Espace départemental d'action sociale).

- **Soutenir** les Espaces d'insertion et doubler les hébergements d'urgence.
- **Combattre** la précarité énergétique.
- **Agir** contre toutes les discriminations et pour l'égalité femme-homme.
- **Créer** un observatoire départemental contre les violences faites aux femmes.

Catherine Margaté s'est opposée à la politique sociale du département qui vise à culpabiliser la population et à transférer la mise en œuvre de l'action sociale aux communes et aux entreprises privées.



Pour une politique ambitieuse en direction de la petite enfance

Les besoins vont croissant. Mais le département poursuit son désengagement transférant la gestion de ses crèches aux communes et favorisant les crèches privées, comme à Montrouge. Ce choix tourne le dos aux besoins des parents, les conduisant à des frais de garde onéreux et fragilisant les familles les plus démunies.

Nous agissons pour :

- **Financer** de nouvelles places en crèches.
- **Revaloriser** la participation départementale en fonctionnement des crèches.
- **Réévaluer** l'allocation « BébéDom 92 ».
- **Refuser** le plan de fermeture d'une PMI sur deux (Protection maternelle et infantile) dont celle de Montrouge.

Catherine Margaté a dénoncé la politique discriminatoire du département contraignant les villes à municipaliser les crèches départementales et obtenu l'extension de l'allocation Bébé Dom aux familles qui font appel à une assistante maternelle.

Favoriser le développement de la culture, du sport et de la vie associative

Le département rogne sur les subventions aux associations culturelles et sportives, mais aussi de solidarité, de soutien à la fonction parentale et de prévention.

Nous agissons pour :

- **Un soutien accru** aux associations sportives et clubs locaux, associations handisport.
- **Rediriger** l'argent du sport d'élite vers le sport pour tous.
- **Des aides** à la création et l'implantation de lieux de création, d'accueil d'artistes en résidence
- **Encourager** le développement de médiations culturelles pour une participation de tous les publics.
- **Créer** un Pass Culture pour les 16-25 ans et les personnes à faibles revenus.



Agir pour un logement solide et écologique

La majorité de droite au département a décidé de renforcer sa politique discriminatoire en refusant des subventions aux villes ayant + de 35% de logements sociaux mais n'a pris aucune mesure pour les vingt-deux villes de droite qui ne jouent pas leur rôle de solidarité urbaine.

Nous agissons pour :

- **Rétablir** les aides à la construction de logements sociaux pour toutes les communes.
- **Faire respecter** le quota des 25% de logements sociaux et imposer une répartition équitable sur tout le département.
- **Soutenir** les bailleurs pour la réhabilitation de tous les logements et leur isolation thermique, encourager les énergies renouvelables.
- **Favoriser** un programme de logements étudiants.
- **Obtenir** le très haut débit pour tous.



Favoriser les transports en commun et la transition écologique du département

Le département affiche l'objectif de développer les transports collectifs. Or, l'État n'honore pas tous ses engagements financiers dans ce domaine. Ce choix est contradictoire avec les discours affichés sur le développement durable, la lutte contre la pollution et la priorité aux transports en commun.

Nous agissons pour :

- **Dédoubler** la ligne 13 et le prolongement de la ligne 4 à Bagneux
- **La participation** du département à la poursuite de la couverture du périphérique
- **Apporter** une aide aux transports innovants et à l'équipement des collectivités en véhicules moins polluants, mieux adaptés aux besoins locaux.
- **Développer** des axes verts et un réseau continu de pistes cyclables.
- **Préserver** les forêts, les parcs existants et respecter la biodiversité, la création de jardins partagés.
- **Augmenter** les produits biologiques et locaux dans la restauration scolaire.
- **Revenir** à une gestion publique de l'eau.
- **Lutter** contre l'exposition aux polluants, développer et encourager le tri sélectif.
- **Mettre** les bâtiments départementaux aux normes environnementales.
- **Créer** une structure départementale de soutien au développement des énergies renouvelables (géothermie, biomasse, solaire, éolienne).

Soutenir le développement économique et agir pour des emplois durables

Malgré un fort potentiel économique départemental, l'emploi ne progresse pas plus dans le 92 qu'au plan national. Des fonds publics gigantesques sont consacrés aux pôles de compétitivité sans contrôle de leur utilisation, ni de leur utilité sociale.

Nous agissons pour :

- **Défendre** l'emploi et des services publics de qualité aux côtés des salariés.
- **Soutenir** l'économie sociale et solidaire, l'artisanat et les PME.
- **Conditionner** les aides aux entreprises au maintien et au développement de l'emploi.
- **La mise en place** d'une commission de contrôle des fonds publics pour l'emploi.
- **Généraliser** les clauses d'insertion sociale et environnementale dans les commandes publiques.
- **Proposer** des formations diplômantes de service à la personne avec des vraies perspectives de carrières...



Montrouge doit respecter la loi SRU faisant obligation de disposer au minimum de 25% de logements sociaux. À Malakoff, avec les programmes mixtes de logements sociaux et d'accession, la preuve est faite qu'il est possible de construire des logements sociaux et de favoriser l'accès à la propriété.



Catherine Margaté est intervenue contre le désengagement de l'État dans les communes entraînant notamment la disparition de services publics locaux : Sécurité sociale, poste, trésorerie, la Banque de France à Montrouge...

Développer la citoyenneté et le vivre ensemble

Nous nous engageons à être des élus de proximité, accessibles, à l'écoute de vos préoccupations et de vos attentes.

Nous agissons pour :

- **Faire respecter** nos villes et leurs habitants dans la future Métropole.
- **Créer** des conseils d'usagers dans les structures départementales, des conseils de collégiens.
- **Soutenir** le mouvement associatif et stopper les baisses de subventions.
- **Agir** pour la transparence au sein du Conseil départemental et permettre l'accès aux citoyens de toutes les données disponibles.



Ensemble!

Élus de terrain, forts de notre diversité, de notre volonté de vous défendre, de représenter nos deux villes, nous agissons, avec vous, pour améliorer votre vie quotidienne.

Nous sommes aux côtés de celles et ceux qui agissent pour l'épanouissement à tous les âges de la vie, celles et ceux qui se mobilisent pour l'école, le logement social, le pouvoir d'achat, l'emploi, l'environnement, la culture pour tous, qui luttent contre toutes les discriminations. Notre ambition est de préserver et d'améliorer le bien vivre ensemble en faisant entendre la voix de tous les habitants de Montrouge et Malakoff à l'Assemblée départementale."